

---

## Fractionnalisation et terrorismes : la perspective organisationnelle

Jean-Jacques Rosa<sup>1</sup>

Professeur des Universités à Sciences Po (Paris)  
Directeur du MBA Sciences Po

23 novembre 2006

### Résumé / Abstract

La vague de terrorisme des dernières décennies correspond à la généralisation d'une violence anti-étatique et décentralisée. Elle contraste ainsi avec la violence d'État qui a caractérisé la majeure partie du vingtième siècle. Son origine est organisationnelle et non pas idéologique (que l'idéologie soit laïque ou religieuse). La révolution de l'information initiée dans les années 70 a induit une désagrégation des grandes hiérarchies, publiques et privées, libérant du même coup les forces de l'individualisme, des libertés et des marchés. Les individus, plus libres et plus mobiles, produisent davantage de « biens », mais aussi des « maux » comme la violence. C'est le côté sombre de l'individualisme. Les États, dont l'emprise sur les individus est affaiblie, ne peuvent plus contrôler avec autant d'efficacité que par le passé les violences privées, dont ils deviennent eux-mêmes de plus en plus souvent les cibles. Les nouvelles conditions favorables à la décentralisation et à la plus petite dimension des organisations, génératrices de sécessions et de guerres civiles, fournissent autant d'occasions supplémentaires de s'exprimer par des actes aux individus et petits groupes qui ont un avantage compétitif dans la violence. La violence compétitive se développe au détriment de la violence monopolistique des États.

---

<sup>1</sup> [jjr@jjrosa.com](mailto:jjr@jjrosa.com)

## Introduction

Les définitions du terrorisme sont nombreuses car le phénomène est susceptible de prendre des formes variées. Celle que nous proposons ici recouvre néanmoins, selon nous, ses principales caractéristiques :

Il s'agit, premièrement, d'une violence illégale, soit par rapport à la loi civile qui prévoit dans toutes les nations modernes un monopole étatique de la violence, comme l'avait déjà observé Max Weber, soit par rapport à la loi de la guerre qui régit l'usage de la violence entre les nations.

Mais, deuxièmement, ce qui distingue le terrorisme de la simple violence crapuleuse, c'est que cette violence vise principalement des Etats, soit qu'elle s'exerce directement contre des personnels civils ou militaires de ces Etats, ou encore leurs propriétés, soit qu'elle frappe les populations civiles dans le but d'obtenir des Etats cibles des avantages politiques et/ou pécuniaires.

Ce dernier aspect fait que la frontière entre terrorisme et criminalité ordinaire peut être difficile à établir, certaines violences exercées occasionnellement contre des Etats (celles des diverses Mafias par exemple) pouvant avoir un objectif principalement financier et pas d'objectif politique. La différence, en pratique, tient habituellement à la revendication explicitement politique des actes de violence et à l'exigence que formulent les terroristes en matière d'avantages politiques, à côté de revendications financières.

Mais il peut également exister un terrorisme d'Etat, c'est-à-dire une violence exercée par un Etat contre sa propre population, pour la soumettre à ses volontés politiques (qui incluent l'appropriation violente de ressources privées), ou contre la population d'un autre Etat, en dehors de toute déclaration de guerre et sans aucun respect de lois habituelles, civiles ou de la guerre.

### 1. La nouvelle vague de terrorisme

Le terrorisme contemporain, la guerre de petits groupes contre des Etats, est en plein essor depuis la fin de la Guerre Froide et l'effondrement du communisme.

Suite à la vague anarchiste de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle qui constituait un exemple précurseur de terrorisme individualiste, c'est le terrorisme d'Etat de l'Allemagne nazie, de l'Urss stalinienne, des autocraties en général, qui a dominé le premier vingtième siècle. Il s'agit d'un terrorisme dans la mesure où les ponctions de revenus, les extorsions et exactions exercées par ces Etats sur leurs populations (telles que les divers politicides et génocides), se situent en dehors de la légalité « formelle », lorsqu'elle est officiellement définie. Nous sommes ainsi passés du terrorisme d'Etat pratiqué par Hitler, Staline, Mao et plus récemment (dans des pays dont l'évolution était moins avancée que celle des précédents), par Pol Pot ou au Soudan, à un terrorisme principalement décentralisé. Le terrorisme anti-état est la caractéristique contemporaine du phénomène.

Les vagues récentes de terrorisme reflètent cette transformation: essentiellement pro russe et de décolonisation après 1945, il est remplacé par la vague gauchiste des années 60, déjà de type anarchiste, et plus récemment encore par la vague actuelle à motivation fréquemment

islamiste, décentralisée comme nous le verrons<sup>2</sup>. Sans oublier des terrorismes locaux à base géographique, irlandais, basque, ou tamoul.

La nouvelle forme de guerre n'est plus principalement entre Etats, mais principalement contre les Etats. Ce qui n'est pas surprenant dans une époque où le rôle et la puissance des Etats-nations sont remis en cause de tous cotés par la privatisation, les réductions d'impôts et de dépenses militaires, la décentralisation et la déconcentration administrative, la sécession et la fragmentation des hiérarchies, dont la guerre civile n'est qu'une autre expression. Les avatars que connaissent les Etats s'inscrivent dans une tendance générale d'affaiblissement de toutes les hiérarchies, publiques et privées, qui accompagne le développement des transactions de marché en lieu et place des organisations hiérarchiques, qu'il s'agisse d'entreprises commerciales ou de bureaucraties publiques<sup>3</sup>.

## **2. La cause fondamentale de la transformation des violences et des terrorismes est organisationnelle<sup>4</sup>.**

Nous ne pouvons espérer réduire ou éventuellement maîtriser le terrorisme sans comprendre ce qui le détermine. Les explications existantes sont de deux ordres : psychologiques, et économiques.

Les premières ne peuvent expliquer les vagues de terrorisme s'il est vrai que la nature humaine ne varie pas beaucoup sur de courtes périodes. Sauf éventuellement si des événements qui affectent les psychologies individuelles varient en vagues, mais on en vient alors à un cadre d'analyse de type économique. Les hypothèses psychologiques sont plus aptes à expliquer l'identité de ceux qui se consacrent aux actes terroristes (de façon plus ou active selon les individus) qu'à expliquer les variations de niveau global des activités en question, au fil du temps ou selon les pays.

Les secondes analyses, économiques, montrent que, quelles que soient les motivations individuelles, tous les individus réagissent, dans des proportions qui peuvent différer mais fondamentalement dans le même sens, aux incitations de prix, coûts, et revenus qui viennent de leur environnement. Un même changement de ces conditions, dans divers lieux et diverses périodes, va entraîner des modifications assez semblables des activités en question.

Depuis le 11 septembre (comme c'était également le cas auparavant), la plupart des explications ont porté sur des actes terroristes particuliers. Les observateurs ont cherché à expliquer chacune des campagnes terroristes en termes d'erreurs supposées, passées ou présentes, d'injustices alléguées, ou d'extrême pauvreté engendrant des révoltes désespérées. Cette approche psychologique conçoit les actes de terrorisme comme inspirés par une volonté de vengeance.

---

<sup>2</sup> Ce que souligne Olivier Roy, à l'encontre de la conception d'une « guerre des civilisations » qu'avance Huntington.

Shughart (Public Choice, 2002 ) distingue ces trois vagues successives de terrorismes.

<sup>3</sup> Sur la distinction entre « premier » et « second » vingtième siècle et sur l'affaiblissement de toutes les hiérarchies suite à la révolution de l'information, voir mon livre « Le second vingtième siècle : déclin des hiérarchies et avenir des nations », Grasset, 2000.

<sup>4</sup> Garicano et Posner ( 2005 ) ont proposé une analyse « organisationnelle » récente de ce domaine, mais elle concerne exclusivement l'organisation administrative de la riposte anti-terroriste aux Etats-Unis. Nous suggérons ici une analyse organisationnelle du phénomène terroriste lui-même.

Une telle hypothèse ne tient pas compte du fait que les mêmes motivations existaient déjà dans le passé, alors que le terrorisme était beaucoup moins présent qu'aujourd'hui. Il nous faut donc un cadre plus général pour rendre compte du regain d'une violence essentiellement non étatique, c'est-à-dire décentralisée, qui répond à des justifications très diverses, régionalistes et sécessionnistes, ethniques ou religieuses, ou simplement aux raisons habituelles d'une délinquance urbaine ordinaire, ou un mélange en proportions variables de ces divers objectifs. Il faut noter aussi que l'explication la plus courante de la vague actuelle l'attribue à un regain récent d'une idéologie religieuse agressive. Mais là encore cette même religion, ou ses variantes les plus agressives, existaient avant que la vague ne prenne son ampleur récente.

A l'évidence, nous sommes en présence de petites organisations spécialisées dans la violence qui cherchent à imposer leurs volontés, par la force et le chantage, à des populations plus ou moins homogènes qui, à ce titre, sont travaillées par des tendances et tentations centrifuges. L'objectif est d'accélérer le recul de l'Etat et de prendre le contrôle d'une partie de ces populations pour en extraire des revenus. Ces groupes mènent de nouvelles formes de guerre, alliant politique et guérilla<sup>5</sup>, contre des Etats plus puissants, exigeant des rançons pour épargner les vies civiles et celles des soldats de ces Etats.

Ce qui rend cette offensive aussi redoutable est que l'avantage compétitif de ces petites organisations s'est accru dans la période récente. Le recul général du pouvoir des Etats depuis la fin des années 70, développement en lui-même favorable au bien-être individuel, a permis à ces petites organisations de prospérer et de défier les gouvernements et leurs forces armées, tout comme les petites entreprises voient leur compétitivité s'accroître relativement à celle des firmes géantes du premier vingtième siècle<sup>6</sup>.

En effet, puisque cette vague de terrorisme est mondiale elle doit avoir des causes globales communes. Le développement récent de la violence compétitive est la conséquence de l'érosion du monopole de la violence, activité fondamentale et raison d'être principale des Etats. Le recul des Etats laisse place à la croissance des marchés compétitifs et à plus de libertés, mais il permet aussi à une offre de violence compétitive de se développer, qui met en péril les libertés individuelles récemment acquises. La combinaison de paix civile (démocratique ou totalitaire) et de conflits externes entre Etats qui caractérisait la guerre froide, est ainsi remplacée par une combinaison de paix extérieure et d'insécurité intérieure.

Les grands Etats ont atteint leur apogée au milieu du siècle dernier, puis ont décliné en puissance depuis le milieu des années 70. La raison fondamentale en est que les grandes hiérarchies, firmes comme Etats, prospèrent pour autant qu'elles ont pour caractéristique d'économiser l'information, alors que les plus petites unités doivent procéder à des échanges sur des marchés, ce qui demande une forte consommation d'information. Il s'ensuit que les grandes hiérarchies sont plus efficaces lorsque l'information est coûteuse mais que les petites hiérarchies et les marchés le sont davantage lorsque l'information est bon marché.

Avec la révolution de l'information des années 60 et 70 le coût de stockage, de traitement, et de communication de l'information a chuté de façon spectaculaire. Il s'en est suivi une perte d'avantage comparatif pour les grandes hiérarchies telles que les conglomérats et les Etats,

---

<sup>5</sup> C'est ce que Hammes qualifie de « 4GW » (Fourth Generation War) des temps modernes.

<sup>6</sup> Jean-Jacques Rosa, *Le second vingtième siècle* (Grasset, 2000) et version américaine révisée, *The Second Twentieth Century : How the Information Revolution Shapes Business, States, and Nations*, Hoover Press, 2006.

grands et/ou hétérogènes, qui se sont désintégrés partout dans le monde, en tentant de réduire leurs dimensions ou en étant remplacés par de plus petites unités, tandis que les marchés se développaient rapidement.

Le recul des grandes hiérarchies et l'essor des petites organisations et des marchés favorisent l'individualisme général. Mais celui-ci, à côté de ses avantages bien connus, comporte aussi des inconvénients de résistance aux autorités, de rébellion, et, sous ses formes extrêmes, de tendances anarchistes qui se traduisent par de une délinquance accrue et le développement de violences endémiques. Des individus libres de leurs actes peuvent utiliser ces libertés à des fins de production mais aussi bien à des fins de violence et d'extorsion.

### *Le terrorisme contemporain comme individualisme ou anarchisme*

La théorie économique de la criminalité, depuis les travaux initiaux de Gary Becker, montre que tous les individus sont plus ou moins susceptibles de s'engager dans des activités de délinquance ou de criminalité, à temps partiel ou à temps complet, en fonction du rapport des coûts et des bénéfices de ces activités. L'action terroriste est au sens strict une activité criminelle qui entre dans le cadre de cette analyse, même si les justifications qui l'accompagnent sont d'ordre politique ou idéologique<sup>7</sup>. Dans la mesure où les individus sont moins encadrés et contrôlés par des institutions hiérarchiques, ils sont plus libres de s'engager dans la délinquance et la criminalité. Et d'autant plus que la mobilité géographique et l'urbanisation généralisée leur offrent des opportunités nouvelles d'échapper aux contrôles étatiques et sociaux. Dans le même temps, la perte de pouvoir de contrôle des Etats aggrave le déséquilibre entre les coûts de la délinquance et ses bénéfices.

Du côté des Etats, la fin du duopole de la guerre froide et la multiplication du nombre des Etats dans le monde, suite en particulier à la désintégration du système communiste auparavant contrôlé par l'Urss, laisse la place à des politiques d'indépendance nationale et de contestation des grandes puissances (et principalement de la plus importante, les Etats-Unis) par de petits Etats. On retrouve là aussi le nouveau rapport de forces et d'efficacité qui joue davantage en faveur des petites structures. Il peut alors y avoir une conjonction d'incitations individuelles qui renforcent l'offre décentralisée de terrorisme et une demande pour de tels actes financée par des Etats qui ne peuvent envisager réellement de s'engager dans des guerres classiques contre d'autres Etats beaucoup plus puissants<sup>8</sup>.

Ainsi la révolution de l'organisation intervient également dans le "business de la violence". Les Etats en contraction, à la fois en termes de part des dépenses publiques (et notamment militaires) dans le Pib et en termes de réduction de leur surface géographique (par la sécession et la fragmentation, la décentralisation constituant une forme intermédiaire de désintégration), ne cherchent plus de nouveaux territoires à contrôler (guerres de conquête et impérialisme). Bien au contraire, dans la mesure où leurs budgets militaires se réduisent, ils tendent plutôt à se désengager. De ce fait, les guerres traditionnelles de conquête entre Etats adjacents et rivaux tendent à disparaître. Dans le même temps, ce retrait laisse le champ libre, sur les marges, aux organisations rivales qui produisent de la violence, qu'il s'agisse de crime organisé, de groupes militants pour l'indépendance régionale qui ambitionnent de créer leur

---

<sup>7</sup> Ainsi Enders & Sandler (*The political economy of terrorism*) soutiennent que les terroristes sont rationnels.

<sup>8</sup> L'Iraq constitue l'exemple même d'une guerre « classique » aisément gagnée par un Etat puissant face à un Etat de dimension modeste, mais qui laisse place ensuite à une guerre civile et à un terrorisme sans doute favorisé par de plus petits Etats voisins, les deux formes de violence décentralisée se combinant sur le terrain.

propre Etat pour s'approprier les ressources d'un territoire plus restreint, ou de tout autre groupe qui parvient à s'assurer d'une clientèle politique dans la population des vieux Etats. C'est ce qui explique le succès grandissant des petits groupes de pression et des mouvements communautaristes dans la politique des pays riches. Aujourd'hui, contrairement à la période précédente du XXème siècle, « smaller is more efficient » en matière d'action politique et militaire, et les plus grands monopoleurs de violence – les Etats traditionnels – doivent réduire leurs activités et leur présence.

### **3. L'avantage compétitif des petits groupes « nomades »**

Le terrorisme est une forme de violence qui est particulièrement bien adaptée à l'avantage compétitif des petits groupes. Un petit groupe qui veut s'emparer du pouvoir d'un Etat ne peut financer une armée régulière dotée d'une force aérienne, d'une marine, ou d'une armée de terre de grande dimension. Il doit utiliser des tactiques de guérilla et de violence dirigée contre quelques bâtiments, un petit nombre d'objectifs militaires, et de préférence viser des civils sans défense.

Affaiblis, les Etats traditionnels se sont révélés vulnérables aux tactiques de guérilla dans plusieurs guerres de décolonisation et plus récemment au Vietnam et en Afghanistan. Le terrorisme consiste à accomplir un pas de plus dans cette direction. La diversité des petits groupes, compétitifs et violents, ainsi que leur extra-territorialité, font qu'ils restent difficiles à identifier et à contrôler. En conséquence, le terrorisme continuera de se manifester aussi longtemps que les grandes hiérarchies d'Etat continueront de se désintégrer sous l'effet de la révolution de l'information.

Dans cette nouvelle forme de guerre qui remplace le duopole mondial de la guerre froide, la position des Etats-Unis, bien qu'ils soient incomparablement plus puissants que les autres Etats, est néanmoins affaiblie. Loin d'être « l'hyper-puissance » capable d'imposer son hégémonie au monde entier comme le prétend la diplomatie française, ils doivent se reposer sur l'aide d'alliés pour combattre, même lorsqu'ils s'affrontent à des adversaires de dimension modeste comme l'Irak. Mais, en même temps, l'aspiration de beaucoup d'Européens à une gouvernance mondiale et au règne d'une loi internationale administrée par l'ONU est sans fondement réel.

En effet, la loi internationale se délite elle aussi précisément à cause de l'atomisation de la "population des Etats" avec la multiplication du nombre d'Etats dans le monde, et en raison de l'affaiblissement du pouvoir de chacun. Faute d'une super-puissance disposant d'un pouvoir comparable à ce qu'était celui des Etats-Unis pendant la guerre froide, l'ordre international se dégrade et cède la place à une certaine anarchie : il ne peut y avoir de véritable loi internationale, ONU ou pas ONU. Le défi décentralisé de nations plus indépendantes et des terroristes a remplacé le défi monopolistique des Soviétiques. Et il n'est pas près de disparaître.

### **4. Les observations qui confirment cette interprétation**

Les statistiques disponibles sur les conflits et la violence dans le monde ne sont pas nécessairement précises ni totalement fiables, et elles sont affectées par le rassemblement

d'actes individuels souvent hétérogènes dans une même catégorie, dont la signification est alors réduite. Mais elles fournissent néanmoins un premier éclairage qui confirme les évolutions esquissées précédemment.

On observe ainsi :

- a) La baisse récente du nombre des conflits entre Etats (tableau n° 1, en annexes) depuis les années 70.
- b) L'augmentation de l'indice des guerres civiles pendant la même période (tableau n° 2)
- c) La baisse corrélative des génocides et politicides depuis 1970-80. (tableau n° 3)
- d) L'augmentation du nombre des actes terroristes graves et des morts par terrorisme depuis les années 80 (tableaux n° 4 et 5).

## 5. Conclusion

La diminution des violences inter-étatiques et l'accroissement des terrorismes peuvent apparaître comme un progrès relatif compte tenu des différences d'ordre de grandeur des destructions qui peuvent découler des unes et des autres.

Cette hypothèse semble confirmée par la réduction des budgets militaires et de défense au sens large (y compris intérieure) de la plupart des Etats. L'intensité de la menace, telle qu'estimée par les responsables politiques eux-mêmes, semble avoir diminué.

Mais il ne faut pas sous-estimer les coûts sociaux du terrorisme. Tout d'abord il est susceptible de se généraliser dans des sociétés de liberté et de mobilité, et l'on ne peut espérer sa diminution spontanée, bien au contraire. Ensuite, pour mesurer correctement ces coûts il faut tenir compte non pas seulement des pertes humaines et des destructions effectives qu'il engendre, mais du coût « invisible » qu'il détermine. Le meilleur exemple est celui des formalités de contrôle dans les aéroports. Le temps perdu par les passagers qui voyagent pour affaires par exemple a une valeur élevée (théorie du capital humain dans la production). Cet accroissement de coût des voyages, induit par le terrorisme aérien, réduit les activités de production de ces passagers. Il s'ensuit une réduction non négligeable de toutes les productions économiques et donc des niveaux de vie<sup>9</sup>.

*Quelles peuvent alors être les caractéristiques d'une riposte optimale ?*

Elles consistent tout d'abord à mieux identifier les terroristes. C'est sur ce point que les considérations idéologiques ou religieuses peuvent intervenir. En effet, si nous maintenons un certain scepticisme sur le rôle ultime de ces idéologies dans la détermination du regain terroriste, par contre il est clair que les terroristes ont besoin de réseaux de soutien et de disposer d'une certaine confiance dans un entourage aussi largement diffusé que possible. Une idéologie ou religion commune nourrit évidemment un certain capital de confiance entre

---

<sup>9</sup> Le mécanisme peut être comparé à celui d'une augmentation exogène du prix des matières premières ou du niveau moyen des salaires, mais sans l'effet positif que ces hausses exerceraient sur la consommation. Il y a dans le cas des pertes de temps dues aux formalités anti terroristes une « perte sociale nette ».

les adeptes. La population qui adhère à cette idéologie ou religion offre ainsi un terrain propice à l'action des terroristes, contrairement à une population agnostique ou indifférente aux idéologies. *Ces idéologies ne constituent ainsi pas la cause du terrorisme, mais le terrain propice sur lequel il se développe le plus aisément.*

La religiosité est un complément naturel des actions individuelles terroristes parce que ces dernières demandent un niveau élevé de « confiance » entre un petit nombre d'individus. De plus les caractéristiques inter-temporelles des bénéfices promis par les religions (salut éternel, paradis) ainsi que le statut privilégié qu'elles peuvent accorder aux terroristes et à leurs familles, viennent suppléer à l'éventuelle insuffisance des bénéfices économiques immédiats.

Cependant, *jihad* et islamisme comme explications principales et centralisées de la vague terroriste contemporaine sont des leurres, des faux semblants comme le souligne Olivier Roy. L'Islam en effet est une religion décentralisée et conflictuelle, en guerre avec elle-même (sunnites contre chiites par exemple). La visibilité de l'Islam dans le terrorisme actuel vient plutôt de ce que, d'une part, les populations concernées sont très nombreuses, et donc statistiquement les fanatiques disposés à soutenir des terroristes ont toutes chances d'être en nombre absolu élevé dans ces populations<sup>10</sup>, et de ce que, d'autre part, les pays où ces religions sont répandues traversent des phases de redéfinition de leurs structures économiques et politiques qui renforcent les conflits internes et les guerres civiles et de sécession.

Le retrait relatif des forces d'occupation des Etats impérialistes (avec la décomposition de tous les empires à la fin du vingtième siècle) laisse les conflits internes et centrifuges s'exacerber. Les spécialistes de la violence prospèrent alors dans ces milieux en voie de désagrégation.

A cela vient s'ajouter la « commandite externe » par des Etats qui retournent à des politiques nationalistes mais n'ont pas les moyens de se lancer dans des guerres classiques. Ils agissent alors par terroristes interposés. Ces derniers sont des « entrepreneurs privés en violence » qui tendent à devenir des professionnels permanents, au-delà des éventuelles convictions idéologiques et dont les services peuvent être offerts à divers demandeurs.

Il s'ensuit que l'action anti terroriste doit tenir compte de la caractéristique religieuse et régionale en priorité. C'est pourquoi également on peut conclure avec Shughart que la redéfinition des frontières des Etats affectés par des guerres civiles, pour constituer des nations plus petites et plus homogènes, c'est-à-dire en somme le « nation building », peut aider à réduire le terrorisme en réduisant les conflits internes qui constituent le terrain de formation des terroristes.

Pour le reste l'analyse ordinaire de la criminalité conserve son utilité : intensité du renseignement et de la répression, sévérité des peines, exécution effective des peines. Toutes les variables habituellement étudiées dans l'analyse économique de la criminalité sont pertinentes dans le cas du terrorisme.

---

<sup>10</sup> Ce qui est d'autant plus important que ces populations à forte religiosité sont largement disséminées de par le monde. Un terrorisme « nord coréen » est évidemment beaucoup moins à craindre en Occident qu'un terrorisme « islamiste », de par le simple nombre des populations concernées et du fait de leur différence de dispersion. Le fait que l'Islam soit « mondialisé » (Olivier Roy) et que ces populations déracinées soient également « désencadrées » et nombreuses leur donne évidemment un poids considérable dans le phénomène terroriste mondial.

Il apparaît cependant que la faiblesse du niveau de vie ne joue guère dans le cas du terrorisme, contrairement au cas de la criminalité courante (Alan B. Krueger et J. Maleckova, NBER, 2003) sans doute parce que les motivations politiques remplacent en partie les motivations pécuniaires.

Reste enfin le problème de l'organisation de la riposte et des moyens d'action. Il est clair que l'information joue un rôle central, d'autant plus crucial que l'action terroriste est par nature décentralisée. Il faut donc à la fois une collecte aussi décentralisée que possible, mais qui puisse être également recoupée et comparée. De ce fait l'« intelligence failure » diagnostiquée par Garicano et Posner (*Journal of Economic Perspectives*, Fall 2005) passe à côté du problème : leur analyse se polarise sur un détail, celui d'une meilleure centralisation des actions de renseignement aux Etats-Unis<sup>11</sup>. Mais l'exemple du FBI, centralisé progressivement au niveau fédéral entre les deux guerres, en une époque de centralisation triomphante, n'est pas applicable dans un monde contemporain où la centralisation n'est pas possible et où la décentralisation l'emporte. On ne peut pas non plus compter sur l'organisation spontanée d'une « mafia internationale », qui centraliserait les actions terroristes et les rendraient ainsi plus vulnérables.

Dans un monde où l'information est abondante, une décision centralisée sera inférieure en général, en qualité, à un ensemble de décisions décentralisées. Donc dans une ère de terrorisme, c'est-à-dire de décentralisation, une lutte anti-terroriste centralisée sera en position d'infériorité relativement au terrorisme qui est lui, par définition, décentralisé. Une centralisation complète de la lutte sera elle-même trop peu efficace et trop coûteuse. Ayant pour but d'économiser l'information elle la « filtrera » trop. Il vaut donc mieux avoir plusieurs organes décentralisés en compétition les uns avec les autres. Avec de mêmes moyens budgétaires on obtiendra ainsi de meilleurs résultats.

De plus, dans un environnement changeant constamment, une organisation multiple et décentralisée s'adapte plus rapidement qu'une hiérarchie unique et s'avère plus capable d'innover. Cependant, si les organisations terroristes sont de faibles dimensions, les facilités des communications les rendent aussi internationales. La riposte consiste alors à favoriser et intensifier tous les échanges entre organisations anti-terroristes nationales, en fonction de leurs fiabilités respectives : il convient de rechercher empiriquement les coopérations et « troc » d'informations entre les organismes nationaux comme le pratiquent souvent les services secrets de pays amis. C'est une sorte de quasi marché du renseignement qu'il faut développer. En accompagnant bien entendu cette démarche d'une réorientation des budgets militaires, aujourd'hui très réduits, vers les budgets de renseignement.

---

<sup>11</sup> Les auteurs étudient comment l'organisation du renseignement aux Etats-Unis favorise ou défavorise la lutte contre le terrorisme. Ils étudient surtout comment les divers organismes et administrations « filtrent » l'information « remontante » en commettant des erreurs du premier ou du deuxième type, la hiérarchie favorisant les erreurs du premier type, c.-à-d. ne pas tenir compte d'un risque annoncé alors qu'il est réel, tandis qu'une approche décentralisée favorise l'erreur de deuxième type, c.-à-d. crier au loup alors qu'il n'y a pas de danger réel. Finalement, ils proposent de séparer deux tâches actuelles du FBI : le renseignement intérieure, et la poursuite des criminels, qui l'empêchent d'être efficace par la spécialisation, en créant une nouvelle agence chargée uniquement de la première tâche.

## Bibliographie

Enders, Walters et Todd Sandler (2006), *The Political Economy of Terrorism*, Cambridge University Press.

Garicano, Luis, et Richard Posner (2005), “Intelligence Failures: An Organizational Economics Perspective”, The Journal of Economic Perspectives, fall.

Hammes, Colonel Thomas X., USMC (2004), *The Sling and the Stone. On War in the 21<sup>st</sup> Century*, Zenith Press.

Human Security Report 2005, [www.humansecurityreport.info](http://www.humansecurityreport.info)

Krueger, Alan B. et Jitka Maleckova (2003), “Education, Poverty, and Terrorism: Is There a Causal Connection?” The Journal of Economic Perspectives, fall.

Rathbone, A. et C.K. Rowley (2002), “Terrorism”, Public Choice, September.

Rosa, Jean-Jacques (2000), *Le Second Vingtième Siècle: Déclin des Hiérarchies et Avenir des Nations*, Grasset. US revised edition (2006), *The Second Twentieth Century: How the Information Revolution Shapes Business, States, and Nations*, Hoover Press.

Roy, Olivier (2002), *L’Islam mondialisé*, Seuil.

Shughart, W.F. II (2002), “September 11, 2001”, Public Choice, September.

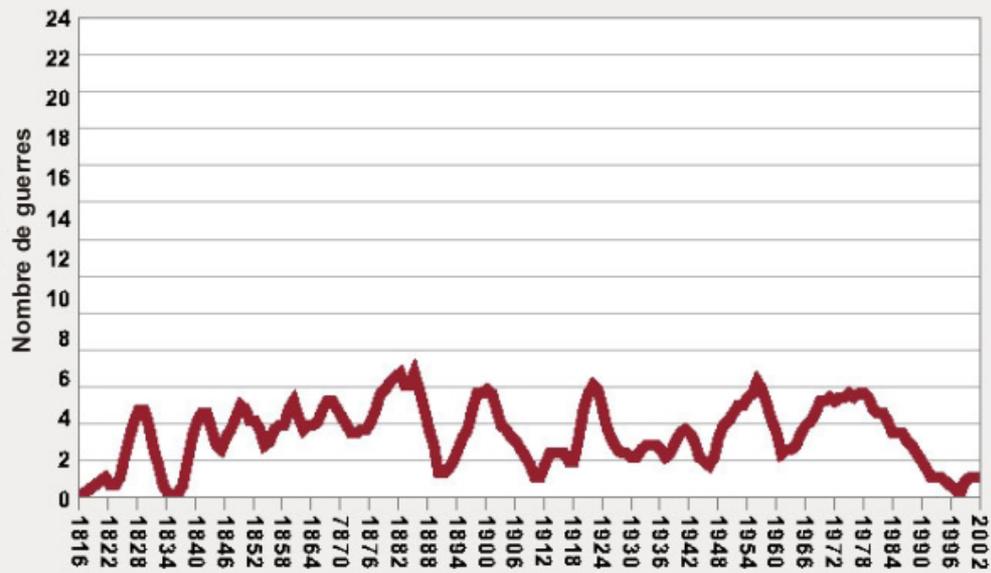
Zussman, Asaf, et Noam Zusman (2006), “Assassinations: Evaluating the Effectiveness of an Israeli Counterterrorism Policy Using Stock Market Data”, The Journal of Economic Perspectives, spring.

~ ~ ~

## Annexes

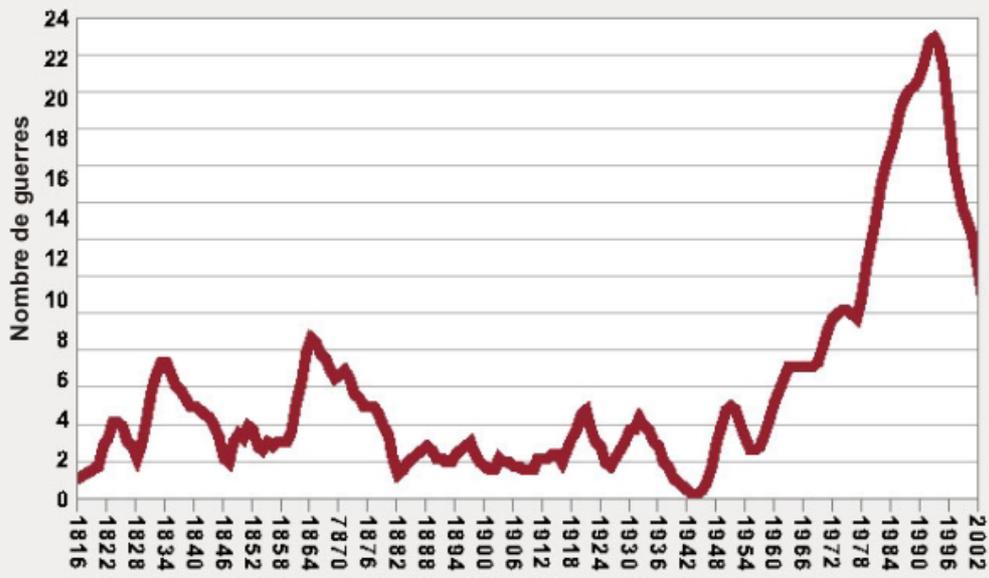
Tiré du *Human Security Report 2005*

**Tableau 1 – Guerres internationales, 1816-2002**

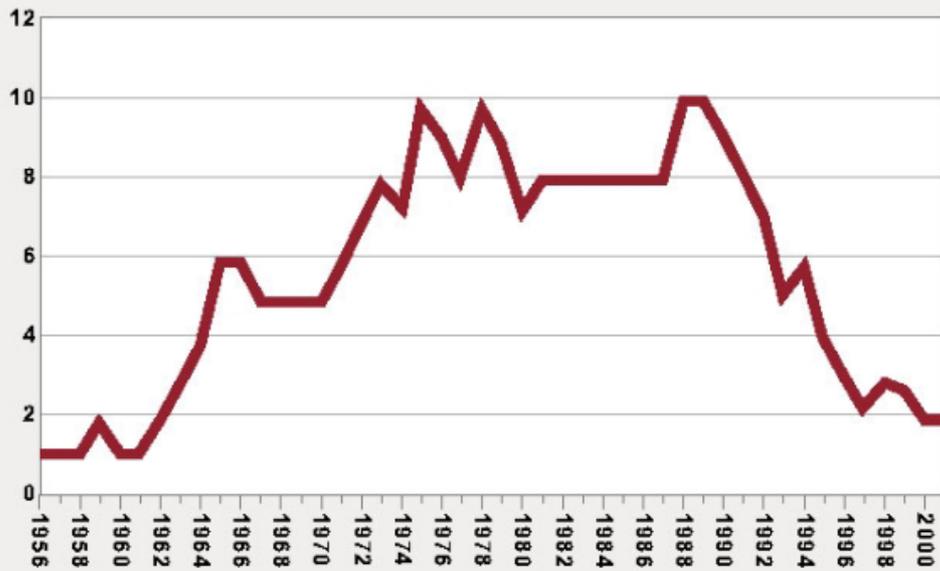


Tiré du *Human Security Report 2005*

**Tableau 2 – Guerres civiles, 1816-2002**



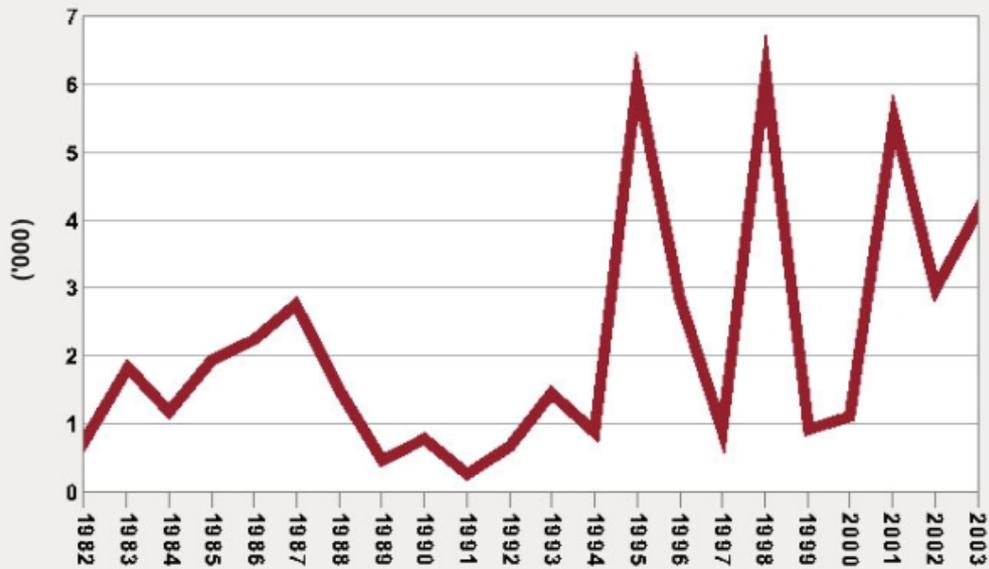
**Tableau 3 – Montée et déclin des génocides et politicides, 1956-2001**



Source : *Barbara Harff, 2003* (tiré de [www.humansecurityreport.info](http://www.humansecurityreport.info))

Ce tableau indique une augmentation considérable du nombre de génocides et politicides au cours des années 1960 et 1970, ainsi qu'une baisse tout aussi considérable dans les années 1990.

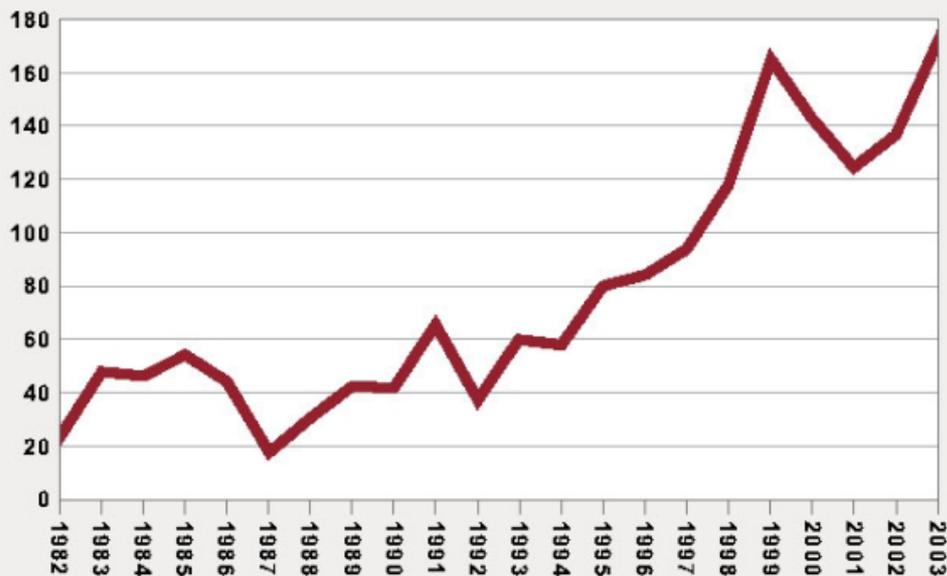
**Tableau 4 – Morts et blessés liés au terrorisme international, 1982-2003**



Source : *Human Security Centre, 2004*

Le nombre de morts et de blessés liés à des attaques de terrorisme international a augmenté considérablement depuis les années 1980.

**Tableau 5 – Mauvaises nouvelles : attaques terroristes internationales d'envergure 1982-2003**



Source : Alan B. Krueger, 2004 (tiré de [www.humansecurityreport.info](http://www.humansecurityreport.info))

Tenant compte des seules attaques terroristes internationales « d'envergure », les chiffres du State Department sont révélateurs. La fréquence de ce type d'attaque s'est multipliée par huit au cours des deux dernières décennies.

&&&